



Groupe
Optimum

40
ans

de présence
en France

Lettre d'information

No 55 - 2^e trimestre 2016

Chère cliente, cher client,

Voici le contenu de notre lettre d'information pour le 2^e trimestre 2016 :

1. Bilan du 2^e trimestre
2. Revue macro-économique
3. Stratégie de placement obligataire
4. Stratégie de placement actions
5. Performances de nos OPCVM

Bilan du 2^e trimestre

Le tableau suivant illustre les performances des principaux indices de marché au cours du 2^e trimestre de 2016, de même que celles pour l'année 2016 :

Région / pays	Indice	Devise	Performances 2 ^e trimestre 2016 (%)	Performances 2016 (%)
France	CAC 40	€	-0,7	-5,7
Allemagne	DAX	€	-2,9	-9,9
Actions zone euro	Euro Stoxx 50	€	-2,6	-10,2
Obligations zone euro	Euro MTS 7-10 ans	€	1,5	5,4
États-Unis	S&P 500	USD	2,5	3,8
Canada	S&P/TSX Composite	\$ CAD	5,1	9,8
Royaume-Uni	FTSE 100	GBP	6,6	6,7
Japon	Nikkei 225	Yen	-7,0	-17,4
Monde	MSCI Monde	USD	1,2	1,0
Marchés émergents	MSCI Marchés Émergents	USD	0,8	6,5

Les principales places boursières affichent des performances disparates pour la première moitié de l'année 2016, avec les marchés boursiers de la zone euro et du Japon qui affichent des performances négatives. Paradoxalement, ce sont aussi au sein de ces régions que les banques centrales (*Banque Centrale Européenne* (« BCE ») et *Banque du Japon* (« BoJ »)) sont les plus actives, ce qui devrait normalement constituer un support pour les cours boursiers.

Les actions de la zone euro ont été particulièrement affectées par le *Brexit* au cours du 2^e trimestre (performance de -2,6 % pour l'*Euro Stoxx 50*), contrairement aux actions du Royaume-Uni qui ont fort bien résisté (performance de +6,6 %) ; par contre, la *Livre Sterling* a chuté de façon importante suivant le vote en faveur du *Brexit*, ce qui explique le facteur de soutien au *FTSE 100*.

Les actions canadiennes poursuivent quant à elles leur progression, comme en fait foi la performance du *S&P/TSX Composite* de +5,1 % enregistrée au cours du trimestre. En outre, les effets de la baisse du cours des

commodités en 2014 et 2015 semblent s'estomper, et les sociétés canadiennes affichent généralement des résultats en croissance.

Du côté des obligations de la zone euro, la classe d'actifs poursuit sa progression, avec une performance de +5,4 % cette année. Le programme d'assouplissement quantitatif de la BCE qui a pour résultat de faire baisser les taux d'intérêts (et donc renchérir les cours) explique cette progression.

SIÈGE SOCIAL

94, rue de Courcelles
75008 Paris

Téléphone : 01 44 15 81 81
Télécopieur : 01 44 15 81 79
www.optimumfinanciere.fr



Lettre d'information info

Revue macro-économique

Zone euro

Les données économiques sont plutôt rassurantes pour la zone euro dans son ensemble, avec un taux de chômage qui poursuit sa baisse (10,3 % de la population active), la production industrielle qui est en progression et le crédit aux entreprises qui est lui aussi en croissance.

La *BCE* demeure toujours dans une logique d'assouplissement quantitatif ; en plus du programme existant d'achat de titres souverains d'un montant de 80 Mds € sur base mensuelle, elle a initié le 8 juin dernier un programme d'achat de titres obligataires corporatifs, au rythme d'environ 5 Mds € par mois. Pour rappel, ces programmes visent d'une part à faciliter la transmission du crédit au sein de l'économie réelle, et d'autre part à empêcher la zone euro de tomber dans une spirale déflationniste.

En France, les principaux indicateurs économiques montrent une reprise de l'activité manufacturière et industrielle, tandis que le chômage commence enfin à diminuer (le taux de chômage pourrait s'élever à 9,5 % fin 2016, contre 9,9 % un an plus tôt). Aussi, le *Produit Intérieur Brut* (« PIB ») pourrait progresser de 1,6 % en 2016.

L'économie de l'Allemagne, après un ralentissement de quelques trimestres, redémarre elle aussi, telles qu'en font foi les plus récentes données économiques. En effet, le *PIB* du pays devrait croître de 1,8 % cette année.

L'économie italienne, bien qu'elle soit en croissance modeste, pâtit de la santé précaire de ses banques. En effet, le niveau des créances douteuses des banques italiennes se situe à un niveau élevé, ce qui a entraîné l'ensemble du marché boursier italien à la

baisse cette année. À cet égard, le gouvernement italien pourrait créer un fonds de garantie afin de racheter une partie des créances douteuses des banques italiennes.

Le Portugal, pourtant sorti en 2014 d'un programme d'aide de l'*Union européenne* et du *Fonds Monétaire International*, demeure dans une situation délicate. En effet, des rumeurs à l'effet que le pays puisse bientôt avoir besoin d'un nouveau plan d'aide circulent depuis quelques semaines. Aussi, le coût d'emprunt du pays a sensiblement augmenté cette année, étant donné la revue de la notation du pays par l'agence de notation *DBRS*, revue qui a eu lieu en avril dernier. Cette revue aurait pu signifier la disqualification des achats de la dette souveraine du pays par la *BCE*, événement qui ne s'est heureusement pas matérialisé.

De façon générale, l'actualité des entreprises au sein de la zone euro se caractérise par une augmentation des activités de fusions et d'acquisitions au sein de plusieurs secteurs, avec comme exemples l'intérêt d'*Orange* pour *Telecom Italia* d'une part, et *Safran* qui souhaite prendre le contrôle de *Zodiac Aerospace*. De même, la fusion entre *ABInbev* et *SABMiller* est maintenant chose faite, tandis que *Bayer* cherche à mettre la main sur la société américaine *Monsanto*.

Les sociétés françaises affichent pour la plupart des résultats en croissance, notamment *Danone*, *Sodexo* et *Ingenico*. De même, *Casino* retrouve des couleurs à la faveur de la liquidation d'actifs en Asie, en plus d'avoir un montant de liquidités de près de 4 Mds €.

Les entreprises allemandes affichent elles aussi des résultats en progression, comme c'est le cas pour *Siemens* et *Adidas*. Par contre, les fabricants de voitures traversent actuellement une période délicate, et *Volkswagen*



Lettre d'information info

pourrait devoir renoncer au versement d'un dividende cette année, ce afin de solder l'amende de 15 Mds USD qu'elle doit verser au titre des poursuites auxquelles elle fait face aux États-Unis.

États-Unis

Au niveau économique, bien que les données sur les créations d'emplois aient récemment été décevantes, la situation continue de s'améliorer, comme en font foi le taux de chômage qui se situe à un faible niveau (4,9 % de la population active) et l'indicateur de confiance des ménages qui a récemment surpassé les attentes. De même, la croissance du *PIB* a agréablement surpris au premier trimestre, avec une progression de 1,1 %, en révision à la hausse (0,8 % en première estimation).

La *Réserve Fédérale*, qui a initié le 16 décembre 2015 le début du resserrement de sa politique monétaire (hausse de 0,25 % du taux directeur), demeure pour l'instant attentiste étant donné les incertitudes liées au *Brexit* et les récentes données décevantes sur les créations d'emplois.

Sur le front politique, les élections de novembre 2016 s'annoncent d'ores et déjà palpitantes ; ce sera en effet un duel entre la démocrate *Hillary Clinton* et le républicain *Donald Trump*, ce dernier devant toutefois convaincre l'*Establishment* de son propre parti de la pertinence de sa candidature, d'ici à sa nomination dans le cadre de la Convention républicaine.

Canada

L'activité économique du pays a marqué le pas au cours du trimestre, affectée par les feux de forêt de *Fort McMurray*. Par contre, il est à prévoir une reprise de la croissance économique au cours des mois à venir, étant

donné que les incendies sont maintenant maîtrisés et que la production pétrolière a repris. Fait à noter cependant, si aucune perte de vie humaine n'est à déplorer, le sinistre demeure la catastrophe naturelle la plus onéreuse de l'histoire du pays.

En ce qui concerne l'actualité des entreprises, l'avenir de la société *Bombardier* s'est considérablement embelli au cours des dernières semaines, suivant des commandes de l'avion *CSeries* de la part du transporteur *Air Canada* (45 commandes fermes et 30 en option) notamment, et aussi en raison des plans d'aide du gouvernement du Québec et du Canada.

À cet égard, le gouvernement du Québec a pris une participation directe dans le *CSeries* (à 49,5 %), tandis que le gouvernement du Canada souhaite investir dans la société elle-même. La participation du gouvernement du Canada serait toutefois contingente à l'abandon de la structure de gouvernance à deux (2) classes d'actions, structure qui permet aux familles *Bombardier* et *Beaudoin* de garder le contrôle de la société avec une participation minoritaire.

Pour ce qui est du secteur des télécommunications, même s'il est déjà très consolidé au sein d'un nombre restreint de sociétés, une nouvelle phase de transformation s'ouvre, comme en fait foi l'acquisition de *Manitoba Telecom Services Inc.* par *BCE Inc.*

Finalement, *Alimentation Couche-Tard*, le leader nord-américain des magasins d'accommodations, poursuit son expansion européenne, avec l'acquisition récente de plusieurs magasins en Estonie.

Royaume-Uni

L'événement de l'année est sans contredit le *referendum* sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'*Union européenne* qui s'est tenu le



Lettre d'information info

23 juin dernier. Contre toute attente, les électeurs ont voté en faveur de la sortie du pays de l'Union européenne (*Brexit*), malgré les mises en garde de plusieurs pays vis-à-vis d'un tel choix, *Barack Obama* ayant même menacé le Royaume-Uni de « passer en queue de peloton » des relations commerciales avec les États-Unis si le pays choisissait de quitter l'Union européenne.

Ce vote en faveur du *Brexit* a toutefois été très partagé : les électeurs de l'Irlande du Nord ont voté à 55,8 % contre le *Brexit*, tout comme l'Écosse à 62 % ! Ainsi, le vote en faveur de la sortie a été décidé par les électeurs du Pays de Galles et de l'Angleterre (52,5 % et 53,3 % respectivement pour la sortie).

Ce résultat a évidemment surpris, même ceux qui militaient en faveur du *Brexit* ! En outre, *Boris Johnson* (maire de Londres et un des plus fervents promoteurs du *Brexit*) a annoncé qu'il ne sera pas candidat pour remplacer *David Cameron*, et, de nombreux électeurs semblent aussi regretter leur choix. Les partisans du maintien ont d'ailleurs lancé une pétition en faveur de la tenue d'un nouveau *referendum*, recueillant plus d'un million de signatures.

Les conséquences financières du résultat du vote ont cependant été immédiates : la *Livre Sterling* a perdu près de 9 % le jour suivant le résultat du vote, ce qui va appauvrir le pays. De même, l'impact économique est récessif pour le pays, et une longue période d'incertitudes s'ouvre pour les entreprises et les ménages.

Japon

Le Japon est toujours dans une situation économique peu enviable : faible croissance, inflation quasi-nulle et vieillissement de la population. Pour ne rien aider, le *Yen* (devise

japonaise) a progressé de 9 % par rapport au dollar américain sur le trimestre, ce qui a pesé sur le cours du principal indice boursier nippon (*Nikkei 225*).

Les indicateurs économiques demeurent plutôt mal orientés : les commandes de machines et l'activité manufacturière sont en baisse, tout comme les exportations, alors que les faibles taux d'intérêts qui devaient inciter les banques nipponnes à prêter davantage ont des effets contre-productifs (les ménages retirent des liquidités des banques, car ils craignent que celles-ci imposent des frais de gestion sur leurs comptes).

Marchés émergents

L'activité économique chinoise semble pour l'instant se stabiliser, contrairement à celle du Brésil qui est enfoncé dans une profonde récession. En Chine, l'un des indicateurs suivis afin d'évaluer dans quelle mesure l'économie progresse est le prix de l'immobilier des 70 plus grandes villes du pays, indicateur qui affiche une progression de près de 3 % sur un an.

Pour ce qui est du marché boursier chinois, celui-ci n'est toujours pas intégré au sein de l'indice boursier *MSCI Marchés Émergents*, la société *MSCI* ayant en effet décidé de repousser à plus tard son intégration.

Stratégie de placement obligataire

La stratégie obligataire de nos portefeuilles est évidemment teintée par la réalité des taux d'intérêts extrêmement bas, surtout au sein de la zone euro. En effet, le *Bund* (obligations émises par l'Allemagne) échéant dans 10 ans se transigeait à un taux de -0,13 % au 30 juin dernier, alors que le taux 10 ans en France rapportait un maigre +0,18 %.

Dans ce contexte, la durée de nos portefeuilles est courte, de façon à se prémunir

Lettre d'information

info

vis-à-vis d'une hausse des taux d'intérêts, le rendement des portefeuilles provenant principalement de titres de longue durée émis par des institutions financières françaises (banques et assureurs), qui profitent d'un cadre réglementaire favorable.

Stratégie de placement actions

Nos portefeuilles d'actions mondiales affichent actuellement une nette surpondération en actions de la zone euro, en raison du volontarisme de la BCE et de la reprise économique en cours. Aussi, nous avons récemment augmenté notre exposition au marché boursier canadien, étant donné son potentiel de performance attrayant et le fait que les perspectives économiques du pays demeurent saines.

Au sein des actions de la zone euro, nous privilégions toujours les titres de sociétés affichant un bilan de qualité. Ainsi, nous avons récemment acquis des actions de la société *Randstad* (société néerlandaise œuvrant dans le domaine de l'intérim et des services en ressources humaines), en contrepartie de la liquidation de notre position dans *Tenaris* (société italienne œuvrant dans la sidérurgie). Au sein du secteur financier, nos portefeuilles affichent une faible exposition et nous ne détenons aucun titre de banques italiennes.

Du reste, nos portefeuilles affichent une surpondération dans les sociétés du secteur des soins de santé (*Sanofi* et *Fresenius Medical Care*, principalement), en contrepartie d'une sous-pondération dans le secteur des télécommunications.

Performances de nos OPCVM et des profils d'investisseurs (nettes de frais)

		2016	2015	sur 3 ans	sur 5 ans	sur 10 ans
OPCVM	Optimum Actions	-5,07 %	7,93 %	22,99 %	15,21 %	9,05 %
	Optimum Actions Internationales	-2,90 %	4,93 %	26,25 %	39,69 %	41,83 %
	Optimum Obligations	0,11 %	-0,11 %	7,51 %	23,38 %	46,40 %
	Optimum Diversifié International	-0,93 %	2,50 %	19,34 %	34,78 %	44,22 %
	Optimum Actions Canada (Part R)	13,17 %	-17,23 %	2,27 %	s. o.	s. o.
	Optimum Court Terme	0,04 %	0,08 %	0,27 %	0,99 %	11,63 %
Profils d'investisseurs	Profil Prudence	-1,52 %	0,97 %	11,45 %	22,52 %	31,11 %
	Profil Équilibre	-2,49 %	2,42 %	14,46 %	21,79 %	25,27 %
	Profil Diversifié	-1,43 %	1,49 %	16,31 %	29,68 %	33,77 %
	Profil Dynamisme	-4,18 %	5,02 %	21,06 %	23,09 %	16,87 %

Notes :

- Les informations indiquées dans ce document complètent les publications réglementaires tenues à disposition sur simple demande au siège social d'*Optimum Gestion Financière S.A.* ;
- Les performances passées ne préjugent pas des performances futures ;
- Les performances sont basées sur une période de détention complète sans rééquilibrage ;
- Les performances sont en date du 30 juin 2016 ;
- La date de création de l'OPCVM Optimum Actions Canada est le 1^{er} juin 2013.

Pour tout renseignement supplémentaire, n'hésitez pas à nous contacter sur ogf@optimumfrance.com

De plus, nous vous invitons à consulter notre site Internet à l'adresse suivante : www.optimumfinanciere.fr



OPTIMUM[®]
Optimum Gestion Financière S.A.